

Document Marché

Marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du Code de la Commande Publique

N° de marché :

**Pouvoir Adjudicateur exerçant la
Maîtrise d’Ouvrage**

MINISTERE DE LA JUSTICE
SG / DIR SG Grand Ouest / Département Immobilier de
Rennes

**Représentant du Pouvoir
adjudicateur**

Monsieur le Chef du Département Immobilier de Rennes -
Délégation Interrégionale Grand Ouest du Ministère de la
Justice

Objet du marché

Marché de prestations intellectuelles : Mission de contrôle
technique pour les travaux de remplacement du SSI de
catégorie A + mise en conformité des DAS au nouveau palais de
justice d’Evreux situé 4b rue de Verdun – 27000 Evreux.

Imputation :

Programme 0166 – TF058438

Date du marché :

Montant du marché :

N° engagement juridique :

Code CPV : 71631300 – services de contrôle technique de bâtiments

L’offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de mars 2025 (mois
zéro).

Ordonnateur :

M. Le Chef du Département Immobilier de Rennes - DIR SG Grand Ouest - MINISTERE DE LA JUSTICE

Comptable assignataire des paiements :

Direction Régionale des Finances Publiques de Bretagne et d’Ille et Vilaine.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une mission de :
l'exécution d'une mission de contrôle technique dans le cadre travaux de remplacement du SSI de catégorie A + mise en conformité des DAS au nouveau palais de justice d'Evreux situé 4b rue de Verdun – 27000 Evreux

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

ARTICLE 2 - CONTRACTANTS

☐ Je soussigné,

Nom et prénom :																	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :																	
Domicilié à :																	
Tel. :									mail :								
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)																	
Au capital de :																	
Ayant son siège à :																	
Tel. :									mail :								
N° d'identité d'établissement (SIRET) :																	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :																	

☐ Nous soussignés,

Cotraitant 1	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Tel. :	mail :
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Tel. :	mail :
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Tel. :	mail :
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	

Tel. : <input style="width: 90%;" type="text"/>	mail : <input style="width: 90%;" type="text"/>															
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <div style="border: 1px solid black; width: 200px; height: 30px; float: right;"></div>																

Cotraitant 3																
Nom et prénom :	<div style="border: 1px solid black; height: 30px;"></div>															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <div style="border: 1px solid black; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>																
Domicilié à :	<div style="border: 1px solid black; height: 60px;"></div>															
Tel. :	<div style="border: 1px solid black; width: 300px;"></div>															
	mail : <div style="border: 1px solid black; width: 300px;"></div>															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <div style="border: 1px solid black; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>																
Au capital de :	<div style="border: 1px solid black; height: 20px;"></div>															
Ayant son siège à :	<div style="border: 1px solid black; height: 60px;"></div>															
Tel. :	<div style="border: 1px solid black; width: 300px;"></div>															
	mail : <div style="border: 1px solid black; width: 300px;"></div>															
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <div style="border: 1px solid black; width: 200px; height: 30px; float: right;"></div>																

Le titulaire du marché, pour tout ce qui concerne l'exécution de celui-ci, est représenté par : dûment mandaté à cet effet.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est :

☐

conjoint

☐

solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

après avoir :

- approuvé de mon/notre point de vue et sous mon/notre entière responsabilité la nature et la difficulté des prestations à fournir ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique ;

☐ **m'engage** sans réserve, à produire, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-16 du Code de la Commande Publique ainsi que les attestations de régularité fiscale de moins de 3 mois, de vigilance URSSAF de mois de 6 mois, d'emploi de travailleurs étrangers et attestations d'assurance décennale et responsabilité civile pour l'année en cours et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

☐ **nous engageons** sans réserve, à produire, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-16 du Code de la Commande Publique ainsi que les attestations de régularité fiscale de moins de 3 mois, de vigilance URSSAF de mois de 6 mois, d'emploi de travailleurs étrangers et attestations d'assurance décennale et responsabilité civile pour l'année en cours et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 3 - CONTENU DE LA MISSION

La mission confiée au titulaire est décomposée de la manière suivante :

Le contrôleur technique agit conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique, objet du décret n° 99-443 du 28 mai 1999, dans le cadre des missions suivantes qui lui sont confiées :

- mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables
- mission S relative à la sécurité des personnes dans la construction
- mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et les IGH
- mission VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques
- mission PV relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
- mission F relative à la vérification du fonctionnement des installations

Les prestations sont conformes à la réglementation et aux conditions générales CG-CT.

La durée prévisionnelle des travaux est de 6 mois. Le début prévisionnel des travaux est fixé au dernier trimestre 2024.

Le montant prévisionnel des travaux est fixé à 150 000 d'euros HT (valeur mars 2025).

Le titulaire assure la production par semaine du tableau de suivi des observations et intervient auprès des entreprises pour obtenir tout document lui permettant d'émettre ses avis et en informe le maître d'ouvrage une fois par semaine.

Le RICT qui sera établi ne pourra être complété d'aucune observation lors du RVRAT sauf si le programme des travaux a été modifié en cours d'exécution des travaux et selon un argumentaire

adressé par le contrôleur technique à la maîtrise d'ouvrage. En cas de RICT incomplet, le contrôleur technique encours une pénalité de 10% par travaux supplémentaires dû un RICT incomplet.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Document marché daté et signé valant Cahier des Clauses Particulières et ses annexes :
 - La répartition du prix par élément de mission et, le cas échéant, entre co-traitant ;
 - La mise au point, le cas échéant ;
- Les pièces générales suivantes :
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles CCAG-PI – arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
Ce document n'est pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le candidat. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (M₀ en page de garde du présent document).
- Le mémoire technique, méthodologique et financier du titulaire ;
- Les déclarations de sous-traitance, le cas échéant, et leurs éventuels avenants.

ARTICLE 5 - REMUNERATION

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire égal à :

Le montant de la rémunération est fixé forfaitairement à :

- Montant hors TVA :

€

 - TVA au taux de

20

 %, soit

€

 - Montant TVA incluse :

€

- Arrêté en lettres à

Euros

Le marché est rémunéré par un prix global forfaitaire dont la décomposition par cotraitant figure à l'annexe 1 et la décomposition par éléments de mission figure à l'annexe 2 du présent document.

ARTICLE 6 - CREANCE PRESENTEE EN NANTISSEMENT OU CESSION

Ce montant correspond au montant total de l'offre, TVA incluse, diminué du montant total des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

Si, en cours d'études, le(s) prestataire(s) est/sont conduit(s) à faire agréer un sous-traitant par le maître d'ouvrage sans qu'il l'ait prévu dans le présent marché, la créance que le(s) prestataire(s) pourra/pourront présenter en nantissement sera dès lors réduite du montant sous-traité, TVA incluse.

☐ **Prestataire unique** : le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

☐ **Groupement** : le montant maximal, TVA incluse, de la créance que nous pourrions présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

Co-traitant 1	Co-traitant 2	Co-traitant 3	Co-traitant 4	Co-traitant 5

ARTICLE 7 - VARIATION DANS LES PRIX

7.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" défini en page de garde du présent document.

7.2 - Révision du prix du marché

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{o-3}$$

avec : I_{o-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement définitif sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement de la mission, et d'un solde adressé au maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par Chorus PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché
- Le code du service exécutant de la dépense : FAC0000035
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro SIRET de l'état : 11000201100044

Le délai global de paiement est de 30 jours à réception des notes d'honoraires par les services de la personne contractante. Tout dépassement de ce délai ouvre droit à des intérêts moratoires au taux fixé par la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit (8) points, ainsi que le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues, au titre du présent marché en faisant porter leur montant au profit du compte portant les références suivantes :

☐ **Prestataire unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :													
à :													
au nom de :													
sous le numéro :											clé RIB :		
code banque :						code guichet :							
IBAN													
BIC (par SWIFT)													

☐ déclare appartenir à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) en application **des recommandations de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ; et à ce titre pouvoir bénéficier d'un taux de retenue de garantie plafonné à 3 % et d'un taux d'avance de 30 % ;**

A ce titre :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance de 30% prévue par l'acheteur.
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance de 30% prévue par l'acheteur.

☐ déclare **ne pas** appartenir à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) en application **des recommandations de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ;**

A ce titre :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance de 5% prévue par l'acheteur.
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance de 5% prévue par l'acheteur.



Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> clé RIB : <input type="text"/> <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> code guichet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
IBAN	
BIC (par SWIFT)	
Cotraitant 2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> clé RIB : <input type="text"/> <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> code guichet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
IBAN	
BIC (par SWIFT)	
Cotraitant 3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> clé RIB : <input type="text"/> <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> code guichet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

N° du cotraitant	Avance prévue par l'acheteur : 5% (ou 30% pour les PME)	
1	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> Déclare appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/> Déclare ne pas appartenir à la catégorie des PME en application des recommandations de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises
	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir <input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 9 - DUREE DE LA MISSION

Le présent marché prend effet à sa date de notification et s'achèvera à la réception des documents finaux sans réserve. (RVRAT et RFCT).

Les prestations devront être exécutées dans les délais suivants :

Le rapport initial (RICT AVP) sera transmis au plus tard 2 semaines à compter de la notification du marché.

Le titulaire transmet, 2 semaines à compter de la notification de son marché, son avis sur les dossiers d'autorisation administratifs.

Un RICT PRO sera transmis au plus tard 2 semaines après la remise, par mail, du dossier de consultation des entreprises.

Le rapport final et le rapport de vérification après travaux sera remis au plus tôt 15 jours après la réception et au plus tard 1 mois après la réception. Il pourra comporter plusieurs envois jusqu'à l'obtention d'un RVRAT vierge.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire diffusera toute les semaine un tableau de suivi des observations.

Les avis en phases travaux sont transmis sous 5 jours. Ils doivent être traçable et sont envoyés aux entreprises, maître d'œuvre, OPC et au maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 - DELAIS - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité. Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont cumulatives. Elles sont plafonnées à hauteur du montant HT des prestations concernées. Elles sont nettes de taxe.

(1) Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution de ses prestations, il sera appliqué au prestataire une pénalité de 150,00 euros par jour calendaire. Le décompte des jours de retard part du lendemain de la date limite de remise des documents. Le jour de remise des documents n'est pas décompté.

(2) Absence aux réunions :

Tout titulaire non représenté par une personne ayant une connaissance du projet et ayant un pouvoir de décision ou non excusé par la maîtrise d'ouvrage opérationnelle aux réunions auxquelles il a été convoqué se verra appliquer une pénalité de 150,00 euros par absence.

(3) Erreur RICT :

Une pénalité de 10% du coût HT des travaux générés par une erreur dans le RICT, sur simple constat et sans mise en demeure, sera appliqué au titulaire.

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT

<u>Eléments de mission</u>	<u>montant HT</u>	<u>montant TTC</u>
- Pendant la phase conception (remise du RICT AVP)		
Avis sur l'ensemble des documents d'autorisation de travaux (permis de construire, autorisation de travaux ou déclaration préalable)		
- A l'issue de la phase conception (remise du RICT PRO)		
- Phase travaux		
- réception : remise du RVRAT ET RFCT		
TOTAL		

ARTICLE 12 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage qu'avec tout autre intervenant. Le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

Le prestataire s'engage à privilégier des transports les plus « doux possibles », comme par exemple les transports en commun ou des véhicules propres.

ARTICLE 13 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 14 - CESSION DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent marché sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

N° Articles du présent document marché	Déroge à l'article	N° Articles auxquels il est dérogé
4		4.1 du CCAG-PI
10		14.1, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 du CCAG-PI
13		35 du CCAG-PI

Fait en un seul original, à....., le

Le(s) contractant(s),

Cachets et signatures

Mandataire

Cotraitant(s)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A , le

Le Pouvoir Adjudicateur

ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE GROUPEMENT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants dans chaque élément de mission

Nom du mandataire- Cotraitant 1
Prestation du mandataire- Cotraitant 1
Nom du cotraitant 2
Prestation du cotraitant 2
Nom du cotraitant 3
Prestation du cotraitant 3
Nom du cotraitant 4
Prestation du cotraitant 4
Nom du cotraitant 5
Prestation du cotraitant 5
Nom du cotraitant 6
Prestation du cotraitant 6

**ANNEXE N°2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT
DECOMPOSITION ET REPARTITION DE LA REMUNERATION**

Marché SSI NPJ Evreux	EXPERT		INGENIEUR		TECHNICIEN		TOTAL		NOMBRE DE REUNIONS
	Temps (Heures)	Cout horaire en € HT	Temps (Heures)	Cout horaire en € HT	Temps (Heures)	Cout horaire en € HT	Heures	Honoraires en € HT	
1 - Conception									
Avis sur Autorisation administrative (PC, AT, DP / y compris mises à jour)									
Rapport (RICT) sur AVP (y compris mises à jour)									
RICT PRO (y compris mises à jour)									
2 - Visa des documents d'exécution									
3 - Suivi de chantier (2 réunions par mois minimum)									
4 - Vérifications finales									
5 - Période de garantie de Parfait achèvement									
TOTAL									

